

Inclusion financière et gestion des crises dans la région Moyen- Orient et Afrique du Nord

Financial inclusion and crisis management in the Middle East and North Africa region

Nassima Ouhab-Alathamneh

Enseignante-chercheuse en économie politique
Académie Joaan Bin Jassim d'études de la défense
Doha, Qatar

Date de soumission : 14/03/2022

Date d'acceptation : 18/04/2023

Pour citer cet article :

Ouhab-Alathamneh.N. (2023) «Inclusion financière et gestion des crises dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord », Revue Française d'Economie et de Gestion «Volume 4 : Numéro 4 » pp :483 -500.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License.



Résumé :

Considérée comme la région la moins avancée au monde en matière d'inclusion financière, la région MENA, à l'exception de quelques pays du Golfe, peine à développer l'accès des ménages et des entreprises aux services financiers de base qui leur sont nécessaires, puisque 63% de la population sur plus de 429 millions d'habitants ne disposent pas d'un compte bancaire. L'apparition des crypto-monnaies devraient dans les prochaines années révolutionner le monde de la finance, et on assiste aujourd'hui à un changement radical des pratiques marchandes. Les modes de consommations traditionnels ont évolué, et l'offre et la demande sont soumis à un jeu de concurrence de plus en plus féroce, auquel ne pourrait résister que celui qui sait le mieux s'adapter.

L'objectif de cet article serait, d'une part, de démontrer les forces et les faiblesses du système financier arabe. D'autre part, proposer les solutions et des idées concrètes et réalisables (éducation financière dès le collège, mécanismes de coopératives financières familiales ou régionales ou ce qu'on pourrait appeler « l'éco-finance circulaire » dans le but de rendre la microfinance moyen-orientale plus inclusive et plus compétitive.

Mots clés : Inclusion ; microfinance ; finance digitale ; croissance équitable ; éducation financière.

Abstract:

Considered the least advanced region in the world in terms of financial inclusion, the MENA region, with the exception of a few Gulf countries, is struggling to develop household and business access to the basic financial services they need, with 63% of the population out of more than 429 million people not having a bank account. The emergence of crypto-currencies is expected to revolutionize the world of finance in the coming years, and we are now witnessing a radical change in market practices. The traditional modes of consumption have evolved, and supply and demand are subject to an increasingly fierce game of competition, which only those who know how to adapt best can resist. The objective of this article is, on the one hand, to demonstrate the strengths and weaknesses of the Arab financial system. On the other hand, to propose solutions and concrete and feasible ideas (financial education from secondary school onwards, mechanisms of family or regional financial cooperatives or what might be called by "circular eco-finance" in order to make Middle Eastern microfinance more inclusive and most competitive.

Keywords: Inclusion; microfinance; digital finance; equitable growth; financial education.

Introduction

Dotés d'une population extrêmement jeune et passionnée par le monde digital, certains pays de la région Afrique du Nord – Moyen-Orient (MENA) peinent à assurer des services financiers adéquats permettant de fournir à la population un accès diversifié aux différentes offres bancaires. En effet, sur un total de 429 millions d'habitants, 270 millions (soit 63%) n'ont pas accès aux services financiers offerts par les institutions formelles (Kerrouche, Deqqiche et Ouled Ibrahim, 2022), alors que l'économie mondiale exige aujourd'hui une inclusion financière globale adaptée à la nouvelle ère de plus en plus dématérialisée. D'ailleurs, toutes les organisations et institutions financières s'accordent à ce que l'inclusion financière est l'ensemble des outils mis à disposition des personnes, notamment les plus fragiles, afin de leur permettre d'avoir un accès adapté aux services financiers de base nécessaires à leur quotidien tels un compte bancaire courant, un crédit, les produits d'épargne, la pension, l'assurance, ainsi que le transfert d'argent vers d'autres comptes locaux ou étrangers. Ceci étant, l'inclusion financière s'articule autour de trois composantes substantielles ; la première est relative à l'accès aux services et produits financiers, la seconde est relative à l'usage de ces services par les clients, et la troisième consiste à mesurer la qualité et l'adaptabilité des services disponibles et leur capacité à répondre aux besoins des clients. De ce fait, la région MENA est classée parmi les régions les moins développées en matière d'inclusion financière, bien que des disparités existent entre les pays du golfe, considérés comme les plus émancipés dans ce domaine, et le reste de la région.

De plus, l'inclusion financière constitue le dix-septième objectif du programme de développement durable établi par l'Organisation des nations-unies, qui devrait être atteint à l'horizon 2030. Selon de nombreuses études sur le sujet, l'inclusion financière contribue efficacement à l'amélioration de la croissance économique et du produit intérieur brut (PIB) à travers la promotion de l'emploi formel, ainsi qu'à l'affrontement des crises par le biais des services en ligne comme cela a été le cas lors de la récente crise sanitaire Covid-19 (Fonds monétaire arabe, 2017). La concentration d'une grande partie de la population moyen-orientale dans les zones rurales dépourvues d'infrastructures leur permettant d'accéder à certains services lucratifs nécessite, plus que jamais, la bancarisation de cette population dans le but de leur faciliter la gestion de leur vie quotidienne. D'après le dernier rapport de l'Organisation mondiale de travail de 2018 intitulé « Femmes et hommes dans l'économie informelle », plus de 68% de la population active dans les pays arabes sont employés dans le secteur informel. Ceci dit, ces personnes sont exclues du régime de la sécurité sociale et d'assurance, privées

d'opportunités d'épargne sécurisée et fragilisée par les aléas de la vie et de la nature (urgences, catastrophes naturelles et crises financières). À ce jour, des milliers de personnes détiennent encore chez elles une partie de leur salaire sous forme « d'épargne domestique » sans aucune assurance. En conséquence, les possibilités d'investissement de cette épargne sont réduites et échappent entièrement seulement au circuit économique.

Le graphique suivant, élaboré par les groupes de travail de la Banque Mondiale, démontre les moyens et les objectifs de l'inclusion financière.

Figure 1 : L'inclusion et l'exclusion financière



Source : <https://www.banquemonde.org/fr/news/infographic/2016/10/04/gateway-to-financial-inclusion>

Dans cette première figure intitulée « L'inclusion et l'exclusion financière », la Banque Mondiale compare les privilèges de l'inclusion financière et les méfaits de l'exclusion. Contrairement aux bancarisés, les non-bancarisés, ou bien les personnes exclues du système financier, sont privés de tous les services financiers qui pourraient leur faciliter la gestion de leurs dépenses quotidiennes par le seul fait de détenir un compte bancaire courant, telle la

possession d'une carte de crédit leur facilitant les paiements à distance, l'obtention des crédits, le transfert d'argent ou encore épargner leur surplus financier. Pour se faire, la Banque Mondiale propose quelques moyens à travers lesquels, non seulement, les autorités publiques et financières contribuent à l'intégration des non-bancarisés, mais aussi à l'offre de services plus adaptés et plus équitables aux détenteurs de compte bancaire.

Parallèlement, l'accent est mis sur les opportunités que confère l'accès au système bancaire aux particuliers, aux entreprises et à l'économie dans son ensemble (la lutte contre la vulnérabilité sociale et le système informel, l'accroissement de l'épargne nationale, une meilleure répartition des capitaux au niveau des différentes unités de production, etc.).

Si en effet le défi de la finance inclusive est surmonté dans bon nombre de pays émergents et en développement du monde en général, et du monde arabe en particulier, beaucoup d'autres pays arabes peinent encore à asseoir un véritable système financier inclusif, qui pourrait contribuer à leur croissance économique. Nous essayons à travers notre contribution de répondre à deux problématiques principales : **Qu'est- ce qui empêche le développement de l'inclusion financière dans certains pays de la région MENA ? Quels outils face aux différentes crises, depuis le début des années 2000, ont été déployés ?**

Nous nous appliquerons dans cet article à démontrer l'utilité sociale et économique de l'inclusion financière à travers les différentes théories y afférentes. Un appel théorique qui exigera une collecte de données et leur analyse à travers un tour d'horizon et un état des lieux de ce qui a été réalisé dans les pays de la région, en Afrique et en Asie afin de mettre la lumière sur les réelles difficultés empêchant le changement en la matière dans certains pays arabes. Nous évoquerons l'exemple du Maroc et des monarchies du golfe, qui aspirent à devenir un hub financier concurrentiel dans la région (Émirats-arabes Unis, le Bahreïn et le Qatar). Nous consacrons une partie de notre étude aux moyens déployés face aux crises, ainsi qu'aux perspectives d'avenir en matière de digitalisation financière à l'aune des progrès réalisés par certains pays de la région MENA. Nous concluons notre contribution par des recommandations relatives aux enjeux de la restructuration du système financier moyen-oriental.

L'objectif de notre contribution serait, d'une part, d'identifier les forces et les faiblesses du système financier arabe. D'autre part, proposer des solutions et des idées concrètes et réalisables (éducation financière dès le collège, mécanismes de coopératives financières familiales ou régionales ou ce qu'on pourrait appeler « l'éco-finance circulaire » à l'instar de l'économie circulaire). Cet objectif est appuyé par l'hypothèse selon laquelle la volonté politique ne suffit pas, à elle seule, à changer la réalité et les mentalités. Dès lors, nous élaborons notre étude

autour de trois axes : L'inclusion financière dans la région MENA : entre aspirations et réalité (1), digitalisation et numérisation du système financier : Quels moyens pour quelles priorités face aux crises ? (2), et enfin le rôle des partenariats privés et des associations financières à but social dans le développement de la microfinance moyen-orientale (3).

1- L'inclusion financière dans la région MENA : entre aspirations et réalités

Les différentes théories et études économiques axées sur la finance ont toutes démontré le rôle primordial que joue l'inclusion financière dans le développement économique des États. Plusieurs chercheurs se sont penchés la finalité de l'inclusion financière dans leurs théories en étudiant des facteurs distincts comme les bénéficiaires de l'inclusion financières, l'offre de l'inclusion financière, le financement de l'inclusion financière qui doit être opéré soit via l'argent public, soit par les acteurs du secteur privé, etc (Ozili, 2020). En d'autres termes, l'ensemble des études et théories convergent vers l'impact positif de l'inclusion financière sur la réduction de la pauvreté, la lutte contre les disparités géographiques, l'intégration des femmes et l'accroissement de l'épargne nationale (Kabikissa, 2020).

Par ailleurs, le rappel de ces différents facteurs nous conduit à la citation de la théorie du changement développée en 1995 par Carol Weiss. Le changement sur le plan économique et financier, consiste à élaborer des stratégies rationnelles afin de remédier aux lacunes du développement, il se décline en cinq étapes dont les deux les plus cruciales qui sont la prise de conscience et l'action en partenariat avec les parties prenantes (ainsi que le maintien de cette action dans le temps et dans l'espace), ou bien l'identification du problème objet de changement et la recherche des solutions adaptées et ajustables. L'identification des problèmes liés au développement a permis à plusieurs dirigeants, en particulier ceux des pays arabes tributaires de la rente pétrolière et gazière, en l'occurrence les monarchies du golfe, d'adopter des politiques économiques durables et globales nécessaires à la diversification économique et à consolidation des marchés financiers concurrentiels à l'instar de l'émirat de Dubaï.

Outre le changement, d'autres études étudiant le lien entre urbanisation et développement économique estiment que le développement économique d'un pays se mesure à son niveau d'urbanisation (McGee, 1971, Friedmann, 1971). De fait, grâce à l'urbanisation (externalité positive de l'urbanisation), la population urbaine, ou même rurale bénéficiant d'infrastructures modernes, accède à de nombreux services et produits y compris les services administratifs et financiers, car le mode de vie diligent des villes exige la quête continue des moyens qui le rendent moins pénible et plus efficient.

Il est vrai que plusieurs pays de la région MENA accusent d'importants retards dans le domaine de la finance malgré les importantes évolutions du système financier dans le monde ; mais certains d'entre-eux ont réalisé de véritables progrès, bien que quelques défis persistent encore pour le Maroc, la Jordanie et l'Égypte par exemple (Mekouar & Robert, 2019). De ce fait, on peut diviser les pays de la région en la matière en trois catégories : les pays du golfe qui représentent le taux d'inclusion le plus élevés, les pays à taux d'inclusion moyen et enfin des pays à taux d'inclusion très faible, en sachant que le taux d'inclusion financière global dans l'ensemble de la région est de 37% seulement d'après les chiffres Conseil des gouverneurs des Banques centrales et institutions monétaires arabes.

En ce qui concerne les pays à fort taux d'inclusion financière, qui sont les Émirats arabes unis (UAU), le Qatar, l'Arabie Saoudite, le Bahreïn, Oman et le Koweït, ont recouru à divers systèmes de paiement numérique et de portefeuille électronique afin de garantir même aux groupes à faibles revenus, par le biais de cartes prépayées, une meilleure protection et traçabilité des salaires via la solution digitale C3 développée par le groupe Edenred. Des plans stratégiques d'optimisation du secteur financier ont été mis en place conformément aux visions à l'horizon 2030 de ces pays tendant à développer leurs économies et à atténuer leur dépendance vis-à-vis des hydrocarbures. Les chiffres collectés à partir des rapports Fintech relatifs à quelques pays de la zone propulsent les monarchies du golfe au sommet des nations les plus inclusives en microfinance dans la région avec 46% pour les EAU, 39% pour le Bahreïn et 31% pour l'Arabie Saoudite, et cela grâce à la culture financière qui s'est emparée des sociétés arabes du golfe ces dix dernières années.

En seconde position, nous dénombrons quatre pays dans la catégorie des pays à inclusion financière moyenne, qui sont le Maroc, la Jordanie, la Tunisie et le Liban. Les services financiers dans ces pays sont en pleine expansion en termes de volume et de valeur, et les interactions entre les acteurs publics et privés de la finance deviennent de plus en plus fructueuses (Jameel, 2022).

Pour le Maroc, qui a enregistré en 2021 un taux d'inclusion de 44%, une stratégie nationale d'investissement financier a été mise en place dès 2016 par le Ministère de l'économie et des finances afin, d'une part, de moderniser le système et de réduire les disparités d'accès aux services financiers, et d'autre part, d'améliorer les opportunités de financement des PME. Après avoir créé en 2010 *Casablanca Finance City* dans le but de soutenir le développement économique du pays, tout en garantissant un climat des affaires avantageux aux investisseurs, les autorités misent ces dernières années sur l'éducation financière et l'amélioration du cadre

réglementaire permettant aux groupes les plus fragiles de bénéficier d'une offre de service adaptée, quelquefois, dans le cadre de partenariats « institutions-associations ou fondations » qui pourraient contribuer à la diminution des inégalités en matière d'accès au crédit.

La Jordanie également de son côté a amélioré les infrastructures et les mécanismes financier permettant à une large partie de la population de bénéficier d'une gamme variable de services financiers. La banque centrale jordanienne a joué un rôle prépondérant dans l'élargissement des partenariats entre le public et le privé en termes de système de paiement électronique, financement des PME, culture financière, protection du consommateur financier et l'analyse des indicateurs de performance (Banque centrale jordanienne), portant ainsi le taux d'inclusion financière dans le pays à 50% en 2021. Les situations sont assez similaires entre le Maroc, la Jordanie, le Liban et la Tunisie en ce qui concerne les stratégies et le cadre réglementaire. Des divergences sont toutefois constatées en matière de mise en œuvre eu égard aux crises politiques et économiques que le Liban et la Tunisie.

Quant à la troisième catégorie de pays à taux d'inclusion le plus faible qui sont l'Algérie, l'Égypte, la Libye, la Syrie, l'Irak et le Yémen qui ne dépasse pas 25%. Si en effet l'instabilité sécuritaire et politique a grandement impacté l'essor économique des pays en guerre comme le Yémen, la Syrie et l'Irak freinant ainsi le développement du secteur financier, la situation est tout autre pour l'Égypte et l'Algérie, qui malgré quelques avancées, ils peinent encore à se frayer une place dans le monde de la finance, non par manque de volonté, mais principalement à cause des obstructions économiques, sociales et culturelles empêchant l'extension des services financiers à l'ensemble de la société.

Ces obstacles ne sont pas en réalité propres à ces deux pays, car réellement, ce sont tous les pays de la région qui sont confrontés, mais à des degrés différents si l'on tient compte du poids démographique, du taux de pauvreté, l'instruction des femmes, le taux du chômage, l'accès aux moyens de communication et aux réseaux, la réticence d'une partie de la population face au changement, le manque de confiance entre les citoyens et les institutions financières de leur pays, etc. Autant de facteurs qui entravent l'inclusion financière dans la région MENA et creusent le fossé entre la vision des dirigeants et les réalités du terrain.

2- Digitalisation et numérisation du système financier : Quels moyens pour quelles priorités face aux crises

L'arrivée de la crise sanitaire Covid-19 ayant contraint le monde au repli et à l'autarcie a bouleversé les pratiques financières des entreprises et des ménages qui n'ont eu d'autres choix que de recourir aux services en ligne bouleversant le quotidien de l'humanité. Des services

nouveaux qui exigent des moyens équivalents, particulièrement, sur le plan financier car l'offre et la demande a continué d'exister malgré la rupture du contact physique entre les producteurs/commerçants et les consommateurs. La digitalisation du système, amorcée avant la crise, s'est par conséquent accélérée dans les pays développés entraînant dans leurs nouvelles pratiques le reste du monde, du moins développé au très mal développé. Les paiements en ligne via un compte courant se sont multipliés, dans les économies à revenus faibles ou intermédiaires, durant la pandémie selon le rapport de 2021 de Global Findex. Le rapport de cette entité a estimé que plus de 40% des adultes dans ces économies aient recouru à des paiements dématérialisés de leurs différentes factures pour la première fois lors de la pandémie liée à la Covid, tandis que 36% des adultes aient reçus leurs salaires ou pensions, particulièrement du secteur privé, d'une manière digitale. Une situation similaire est constatée en Inde et en Chine, où plus de 80 millions d'adultes en Inde, et 100 millions en Chine ont effectué leur premier paiement numérisé, soit chez un commerçant, soit pour contracter des emprunts, soit pour transférer de l'argent. Cette avancée a eu un effet positif sur la réduction des écarts entre les hommes et les femmes. La digitalisation a, en effet, eu pour conséquence l'augmentation du taux de possession des comptes courants par les femmes à 68% contre 74% pour les hommes (The Global Findex Database, 2021).

Encore une fois, des disparités patentes entre les pays de l'Afrique du Nord et ceux du Golfe a été observée en matière de digitalisation financière. Alors que l'utilisation d'internet, qui représente 66%, est nettement plus élevée dans toute la région par rapport aux autres régions du monde, tels l'Amérique latine et l'Asie qui utilisent internet à hauteur de 61%, les paiements numériques quant à eux ne dépassent pas 32% dans la région MENA (hors les pays du golfe), contre 43% en Amérique latine et 73% en Europe. Par ailleurs, les écarts entre les pays de l'Afrique du Nord en la matière sont relativement infimes. Les paiements dématérialisés représentent 16% en Algérie (Rizk, 2021), contre 17% au Maroc et 15% en Tunisie. Les pays en conflit, en revanche, tels la Libye, le Yémen, la Syrie et l'Irak n'ont malencontreusement pas pu réaliser des avancées tangibles dans le domaine de la digitalisation financières.

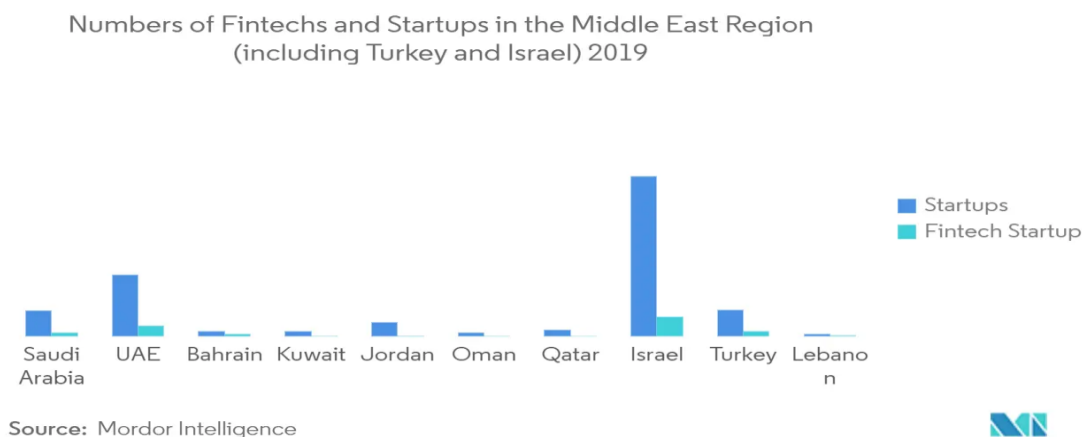
En outre, plusieurs raisons expliquent le retard des pays arabes en matière de transition digitale en général, en matière financière en particulier. Parmi les premières causes, figure la crise de confiance des citoyens en leurs institutions publiques et financières. Tandis que les américains figurent parmi la population la plus confiante à l'égard du système financier de son pays selon le rapport de juillet 2022 de la Fondation pour l'innovation politique (PFISTER, 2022), les populations moyen-orientales, bien au contraire, semblent être les plus réticentes et préfèrent

recourir aux moyens traditionnels de paiements, en l'occurrence l'argent liquide, que ce soit pour l'épargne, que ce soit pour le règlement des différents achats auprès des commerçants (Mekouar & Robert, 2019). La seconde cause serait assignable à la religion musulmane. En effet, la crainte de tomber dans « l'illicite », notamment en ce qui concerne l'usure et la rémunération des opérations et des services bancaires, incite la majorité des croyants à se détourner des banques commerciales et privilégier, lorsque leurs moyens leur permettent, d'ouvrir un compte auprès des banques islamiques (Guermas-Sayegh, 2011 et Rycx, 2022). La confusion entre ce qui est licite et ce qui ne l'est pas constitue, à l'heure actuelle, une véritable entrave à l'inclusion financière dans la région MENA. À cela, s'ajoute une troisième cause qui n'est pas des moindres, celle des frais bancaires. Si en effet l'inclusion suppose une offre adaptée et non exclusive des citoyens, et en l'absence d'un service bancaire de base gratuit, les commissions perçues par les banques sur les différentes opérations bancaires, ainsi que sur la détention d'une carte bancaire constituent un fardeau financier pour les personnes ayant des revenus limités.

Bien que les entraves à l'inclusion soient multiples, les avancées en la matière pendant la crise de la Covid-19 sont remarquables, particulièrement dans les pays en développement eu égard aux enjeux économiques et sociaux grandissants de la FinTech et des technologies connexes. À vrai dire, la crise de la Covid-19 a accéléré dans bon nombre de domaines, tel le e-commerce, le recours aux nouvelles technologies afin, d'une part, d'inciter les entreprises à dématérialiser une grande partie de leurs services, d'autre part, à répondre aux exigences d'une économie mondiale de plus en plus numérisée, à l'instar du Maroc qui a opté pour une stratégie de numérisation renforcée dans sa stratégie Maroc Digital de 2020 (Cherkaoui et al, 2023). La Tunisie et l'Égypte se sont lancées également dans la course vers une large digitalisation de leurs économies, y compris le système bancaire, mais les résultats demeurent peu concluants à l'heure actuelle. D'ailleurs, en dehors d'Israël et de la Turquie considérés comme les pays les plus avancés dans la finance numérique et intégrés dans la région MENA, le Bahreïn détient la tête du classement dans l'open Banking et investit massivement dans la transformation numérique. Les banques Koweïtiennes ont également adopté des plans de développement de la fintech en partenariat avec des entreprises de télécommunication afin d'intégrer et de faciliter les paiements par mobiles de leurs clients. Des constats similaires aux Émirats Arabes Unis et au Qatar démontrent que le progrès se concentre dans les pays du golfe (CCG) durant la pandémie. La législation liée à l'intégration des néo-banques et des sociétés indépendantes opérant dans le domaine de la finance et d'assurance a été également assouplie dans cette zone.

D'après les données de Mordor Intelligence, 26 millions de dollars ont été investis, en 2019, dans les start-up insurtech dans la région MENA, dont les premières sont basées aux Émirats Arabes Unis, ensuite en Arabie Saoudite.

Figure 2 : Nombre de startups opérant dans la FinTechs dans la région MENA



Source : Mondor Intelligence : <https://www.mordorintelligence.com/fr/industry-reports/mena-fintech-market>

Nous concluons à partir de cette seconde figure sur le nombre des startups opérant dans la FinTechs dans la région MENA, que seuls deux pays, en dehors d'Israël et de la Turquie, concentraient en 2019 le grand nombre de startups et d'entreprises spécialistes dans la technologie financière. À vrai dire, c'est grâce à Israël, aux EAU, à la Turquie et à l'Arabie Saoudite que la région MENA ait réussi à intégrer le marché de la FinTech. Cette dernière a enregistré un bond de 37% entre 2020 et 2021 grâce à l'adoption, en 2018, de *Financial Sector Development Program* ayant permis le passage, dès début 2022, à l'Open Banking. Nonobstant, la région demeure la moins développée et la moins concurrentielle par rapport à l'Asie et à l'Afrique.

Cela dit, il y a une réelle prise de conscience dans cette région de la nécessité d'adopter les services numériques financiers, de les généraliser et d'en faire une pratique courante chez les citoyens eu égard, non seulement, au faible coût que le recourt aux technologies numériques engendre, mais aussi à l'accroissement du PIB et aux gains économiques en matière d'emploi, particulièrement celui des femmes, et en matière de croissance, d'autant que internet est massivement utilisé dans la région MENA par rapport aux autres régions du monde (66% contre 61% en Amérique latine et aux Caraïbes, et 54% en Asie de l'Est au Pacifique). C'est d'ailleurs ce qu'indique le rapport 2021 de la Banque Mondiale intitulé « Les avantages du numérique

pour les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord : L'adoption des technologies numériques peut accélérer la croissance et créer des emplois » d'après lequel « *La numérisation complète de l'économie pourrait entraîner une augmentation du PIB par habitant d'au moins 46 % sur 30 ans, ce qui représenterait à long terme un gain estimé à au moins 1 600 milliards de dollars pour la région. Dès la première année, le gain de PIB par habitant s'élèverait à près de 300 milliards de dollars* ».

Dans la même lignée, Le Fonds monétaire arabe a mis en place en 2021 un indice de Fintech « FinxAr », dont la finalité est de mesurer les efforts déployés par les États arabes en matière de technologies financières. En revanche, la lenteur du processus de la numérisation exige la mobilisation de nouveaux outils et le déploiement de moyens innovants de microfinance qui pourraient soutenir l'État dans la réalisation de son objectif sur le moyen-long terme, tels les partenariats publics-privés et les associations financières à but social et non lucratif.

3- Le rôle des partenariats privés et des associations financières à but social dans le développement de la microfinance moyen-orientale

La solidarité a souvent montré son efficacité sur tous les plans, notamment économique. En matière de finance, l'octroi de prêts participatifs ou bien l'aide au financement de petits projets ont été des véritables leviers de développement dans les pays pauvres, ce qui nous rappelle la *Grameen Bank* ou *La banque des villages* de Muhammad Yunus au Bangladesh. Une banque octroyant des microcrédits aux familles pauvres afin qu'elles puissent se lancer dans leurs propres projets afin de subvenir à leurs besoins et sortir de la pauvreté (Banerjee et Duflo, 2013).

Ce système a été étendu à plusieurs régions au Bangladesh et ailleurs et a montré son efficacité dans la lutte contre l'exclusion et la pauvreté après avoir fait l'objet de plusieurs études sur son efficacité et sa performance (Ben Abdelkader, 2022).

La création par la Banque Mondiale de plusieurs institutions œuvrant pour le développement dans tous les domaines, y compris financier à travers *The Consultative Group to Assist The Poor (CGAP)*, créé en 1995, sous forme d'un Consortium de donateurs publics et privés, et ayant pour objectif la contribution à la mise en place de marchés financiers dans les pays pauvres, tout en offrant des services abordables aux personnes non bancarisées, s'inscrit dans la ferme volonté des acteurs politiques et financiers publics comme privés d'étendre l'accès à la microfinance à toutes les populations. Bien que des critiques aient été formulées à l'encontre des institutions de microfinance (IMF) en étant des institutions néo-libéralistes à intérêts concordants, des avancées remarquables avaient été constatées sur le terrain et ont permis à des

millions de personnes les plus vulnérables et à des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) d'accéder aux différents services financiers (Bédécarrats, 2012).

De surcroît, plusieurs institutions financières locales ont été appelées à contribuer, d'une part, à travers les programmes d'éducation financières afin de sensibiliser les populations et les initier aux multiples concepts financiers telle la *Fondation marocaine pour l'éducation financière*, l'*Observatoire de l'inclusion financière* en Tunisie, ainsi que la *Regional Task Force on Financial Inclusion* du Fonds Monétaire Arabe à l'échelle régionale, mis en place en 2012. D'autre part, en offrant des produits et services financiers, bien que peu diversifiés, mais adaptés à certaines catégories, ne serait-ce qu'en recourant aux fonds de roulement, car les législations régissant les associations financières dans le monde arabe demeurent contraignantes (Mekouar et Robert, 2019). En effet, en dehors des institutions purement financières reconnues comme des sociétés commerciales par la loi, en l'occurrence les banques traditionnelles et leurs succursales, les autres associations financières à but non lucratif sont régies par des réglementations spécifiques indépendantes du secteur bancaire et sortent de la tutelle de la banque centrale. En conséquence, les IMF, les ONG et les associations sociales offrant des micro-crédits composent près de 90% de l'offre dans bon nombre de pays tels l'Égypte, le Maroc et la Tunisie, mais manquent de moyens et de reconnaissance juridique leur permettant de bénéficier des privilèges qu'offrent le système bancaire comme la levée des fonds et la facilité de refinancement auprès de la banque centrale, les taux de crédits préférentiels ou encore la collecte des dépôts. Or, les besoins de financement grandissants des MPME et des particuliers depuis la levée des restrictions dues à la Covid-19 pourraient, non seulement, constituer une véritable locomotive de dynamisation du secteur financier dans la région MENA, mais aussi simplifier la transition de bon nombre d'association du statut d'entités sociales à des entités lucratives plus productives et aptes à contribuer au développement économique.

En attendant l'évolution réglementaire du statut des IMF et des associations sociales opérant dans la micro-finance, l'épargne associative ou participative, comme solution alternative, semble être l'outil le plus prisé en matière de financement à petite échelle eu égard à son élaboration moins contraignante en comparaison avec les autres entités. Ce nouveau mode de financement immédiat des petits projets s'est étendu au fil des années dans tous les pays arabes. Il consiste à rassembler plusieurs personnes au sein d'une association non formelle, régie par la bonne volonté et le partage circulaire et périodique des fonds collectés, en fonction des besoins de chaque membre. La disponibilité immédiate des fonds ainsi que l'absence des

intérêts, incitent une large partie de la population, pas forcément la plus pauvre, à recourir à ce mode de financement essentiellement en temps de crises.

La précédente crise sanitaire Covid-19, dont les séquelles sociales sont encore palpables, a précipité la généralisation du recours à l'épargne participative ou solidaire, tel est le cas en Égypte, en Tunisie, en Jordanie et au Maroc. Dans certains cas, les associations pourraient être amenées à collaborer avec des organismes spécialisés en matière d'appui financier et technique (exemple de la SIDI au Maroc, Money Fellows en Égypte, Hakbah en Arabie Saoudite, etc.) afin de mieux encadrer les opérations de prêts. Cependant, malgré la contribution efficace des associations financières solidaires à la réduction de la pauvreté et au financement de milliers de projets n'ayant pas accès au système bancaire traditionnel (Kengue Mamayou, 2012), la question de l'inclusion de ces structures dans le circuit économique global demeure posée, car les fonds levés, bien qu'ils soient injectés dans l'économie locale à travers la consommation, ils ne sont malencontreusement pas inclus dans les indices macroéconomiques du fait qu'ils relèvent du secteur informel. En outre, le secteur informel oscille entre 25% et 50% du Produit intérieur brut (PIB) sans qu'il soit à proprement parler un secteur « productif », puisque l'essentiel des capitaux circulant dans ce secteur sont destinés à la consommation (achats de biens de consommation, voyages, achats de voitures, etc). De plus, les fonds collectés échappent entièrement au système financier conventionnel, et par conséquent, à leur réinjection dans le circuit économique soit en vue de les investir, soit en vue de la création monétaire par les banques commerciales.

Parmi les conséquences du recours au financement ou à l'épargne solidaire, figure le manque de garanties pour le remboursement des sommes dues, du fait de la prévalence de la confiance entre les membres de l'association, ouvrant ainsi la voie à l'escroquerie et à l'arnaque.

Conclusion

L'économie mondiale ne cesse d'évoluer, et ses instruments aussi, particulièrement la monnaie. De ce fait, toute mutation nécessite des moyens matériels et technologiques adéquats, ce que malheureusement bon nombre de décideurs politiques des pays de la région MENA n'ont pas su intégrer dans leurs politiques économiques. Les différentes études et rapports liés au système financier et à la microfinance constatent la régression de plusieurs pays en la matière, avec quelques nuances en ce qui concerne les pays du golfe. Nous avons constaté à travers cette étude plusieurs facteurs qui s'imbriquent et rendent une inclusion financière complète peu plausible, car, pour répondre à l'hypothèse de cet article, la volonté politique n'est pas la seule déterminante du développement du système financiers et de ses composantes. Le cadre

juridique et les infrastructures jouent, en effet, un rôle propulseur pour ce secteur, mais la mentalité et les pratiques sont d'une importance inéluctable, que ce soit au niveau de la classe dirigeante, que ce soit au niveau de la population. En d'autres termes, les actifs financiers de la classe dirigeante détenus dans des banques étrangères devraient être transférés vers des banques nationales afin de les réintégrer dans le circuit économique local. De plus, cette démarche aurait un impact direct sur la confiance dans le système financier national, car comme nous avons pu le souligner précédemment, la crise de confiance de l'élite politique et du peuple en son propre système financier constitue une entrave majeure à l'élargissement de l'inclusion financière.

Autre constat et non pas des moindres, celui des disparités régionales entre l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient qui découle de deux variantes ; le revenu des individus et l'urbanisation. Dans les pays du golfe, particulièrement les EAU, l'Arabie Saoudite, Bahreïn et le Qatar où le PIB/ habitant est parmi les plus élevés au monde, les individus disposent des moyens financiers leur permettant de supporter les frais, souvent élevés, des différents services et produits bancaires, ainsi que de placer une partie de leur épargne dans les banques nationales. La taille relativement petite de toutes les monarchies du golfe, à part l'Arabie Saoudite, a permis l'accélération de l'urbanisation de larges territoires dans le cadre des visions respectives 2030 de l'ensemble de ces États tendant à développer tous les secteurs d'activités et la qualité de vie des citoyens. De ce fait, en dehors des capitales largement développées, les villes périphériques et les ruralités même les plus petites, disposent d'infrastructures relativement suffisantes afin de répondre aux besoins de la population (succursales des grandes banques, distributeurs automatiques de billets, bureaux de change, etc.). Quant aux pays de l'Afrique du Nord, la faiblesse des revenus, ainsi que la concentration d'une grande partie de la population dans les zones rurales dépourvues d'institutions financières obstruent la bancarisation des individus, car leur faible revenu ne leur permet pas de supporter les différents frais bancaires.

L'arrivée de la crise sanitaire Covid-19 a révélé l'incapacité des structures financières traditionnelles à mettre en œuvre des solutions plus inclusives au service des personnes non bancarisées. L'exclusion de ces personnes les a enfoncées dans la pauvreté et l'incertitude, d'autant que plusieurs d'entre elles, notamment les femmes, travaillent dans le secteur informel, ce qui les prive de leurs droits sociaux et des privilèges que celui-ci leur octroie.

Par ailleurs, le coût exorbitant des intérêts prélevés sur certains services financiers, et en parallèle le taux faible pratiqué sur l'épargne détourne les clients du système bancaire traditionnel au profit des structures non formelles telles les associations et les ONG dont les activités sont restreintes par les réglementations nationales. À cela s'ajoute l'exclusion des

capitaux levés auprès de ces structures du circuit économique, empêchant ainsi, d'une part, leur investissement dans des projets nationaux ou locaux, et d'autre part, leur intégration dans le PIB en tant que capitaux productifs.

En somme, les enjeux de la restructuration du système financier dans la région MENA, ainsi que les profits que l'économie, dans son intégralité, pourrait engranger devraient impérativement inciter les décideurs publics à repenser les moyens d'inclusion financière afin, non seulement de mieux gérer la liquidité disponible dans le marché informel, mais aussi pour mieux confronter les crises existantes et à venir. En conséquence, l'apport de cette étude consiste à démontrer à travers l'examen de l'état des lieux des pays de la région MENA, d'une part, les raisons pour lesquelles l'inclusion financière n'a pas trouvé d'écho satisfaisant en comparaison avec d'autres pays similaires malgré une utilisation d'internet plus importante. D'autre part, mettre l'accent sur les avantages financiers de la digitalisation économique et financière.

Bibliographie :

- 1) ABDUL LATIF J (2022) : « Moyen-Orient : un bond en avant pour les services financiers », 17 mai 2022, <https://alj.com/fr/perspectives/moyen-orient-un-bond-en-avant-pour-les-services-financiers/>
- 2) BEN ABDELKADER I. (2022) : « La microfinance dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) : Aperçu global et enjeux actuels », L'Harmattan, PP 11-129
- 3) BANERJEE A & et DUFLO E (2013) : « *Poor Economics* », Pinguin Books, 464 pages.
- 4) BÉDÉCARRATS F (2012) : « La microfinance entre utilité sociale et performances financières : Le rôle des normes dans la gouvernance d'un secteur mondialisé », Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, PP 116-144
- 5) BANERJEE A & et DUFLO E (2013) : « *Poor Economics* », Pinguin Books, 464 pages
- 6) Banque centrale jordanienne : « La stratégie nationale d'inclusion financière », cbj.gov.jo
- 7) CHERKAOUI M et al (2023) : « L'essor du digital pendant la crise sanitaire », Revue Internationale du chercheur « volume 4 : Numéro 1 » pp : 187-209
- 8) FRIEDMANN J (1971) : « Urbanisation et développement national : une étude comparative. In: *Tiers-Monde* », tome 12, Numéro 45, La ville et l'organisation de l'espace dans les pays en voie de développement, sous la direction de Milton Santos, PP 13-44

- 9) GUERMAS-SAYEGH L (2011) : « La religion dans les affaires : La finance islamique », La Fondation pour l'innovation politique, fondapol.org
- 10) KERROUCHE N et al (2022): « The reality of the financial inclusion in the Arab World, studying of some Arab countries», journal of Contemporary Business and Economic studies, volume 5, Numéro 2, PP 111-222
- 11) Kabikissa, F. (2020). L'incidence de l'inclusion financière sur la croissance économique au Congo ». Revue Congolaise de Gestion, Numéro 29, PP 14-60
- 12) KENGUE MAMAYOU P (2012) : « La microfinance en Tunisie et en Égypte : un outil au service du développement local ?», Université rennes 2, PP 92-321
- 13) MEKOUAR Y & ROBERT J (2019) : « L'inclusion financière au Moyen-Orient et au Maghreb : défis et opportunités », *Revue d'économie financière*, 2019/4 (N° 136), PP 315-342
- 14) McGee, T.G (1971): « *The Urbanization Process in the Third World*, Londres», Bell, P 17
- 15) Ozili, Peterson K (2020): « Theories of financial inclusion », Munich Personal RePEc Archive, PP 3-15
- 16) PFISTER C (2022) : « Paiements, monnaie et finance à l'ère numérique : état des lieux et perspectives à court-moyen terme », Fondation pour l'innovation politique, fondapol.org
- 17) RIZK Y (2022) : « L'Algérie va (enfin) s'engager dans la digitalisation bancaire », Jeune Afrique, 17 novembre 2021, consulté le 26 septembre 2022, <https://www.jeuneafrique.com/1266244/economie/finance-lalgerie-va-enfin-sengager-dans-la-digitalisation-bancaire/>
- 18) RYCX J F (2022) : « Islam et dérégulation financière : Les intérêts bancaires sont-ils licites ou illicites ? », Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales, Paragraphes 21-31
- 19) Rapport du Fonds monétaire arabe de 2017 sur l'éducation financière dans le monde arabe. <https://www.amf.org.ae/sites/default/files/publications/2022-01/education-financiere-dans-le-monde-arabe.pdf>
- 20) Rapport de la Banque Mondiale (2021) : « Les avantages du numérique pour les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord : L'adoption des technologies numériques peut accélérer la croissance et créer des emplois »,

<https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/87292c41-b994-5e44-a3b2-289fb0017979/content>

- 21) The Global Findex Database 2021: “Financial inclusion, digital payments, and resilience in the Age of Covid-19”, World Bank Group, 2022, <https://www.worldbank.org/en/publication/globalfindex/Report>